

Séance du Conseil Municipal du Mardi 18 janvier 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le dix-huit janvier, à dix-huit heures trente, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le Conseil Municipal de la Commune d'Aiguillon, sous la présidence de Monsieur Jean-François SAUVAUD, Maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Jean-Pierre LACROIX, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Pascal SEGUY, Frédéric PRINCIC, Alexandrine BARBEDETTE, Cathy SAMANIEGO, Alain PARAILLOUS, Alain REGINATO

Étaient absents : MM. Christiane MORIZET, Eliane TOURON, Martine RACHDI, Hélène DE MUNCK, Daniel GUIHARD, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI.

Pouvoirs de vote :

Mme MORIZET à M. CASTAGNOS
Mme TOURON à M. SEGUY
Mme RACHDI à Mme BEYRET
Mme DE MUNCK à M. LACROIX
M. GUIHARD à M. PEDURAND
Mme DRISSI à M. SAUVAUD
M. LAHSAINI à Mme SAMANIEGO
M. GAY à M. REGINATO
Mme CAMILLERI à M. PARAILLOUS

Madame Christiane FAURE a été élue Secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal approuve les procès verbaux des séances du 9 novembre 2010, et du 3 décembre 2010 dont une copie avait été adressée à chacun des membres du Conseil Municipal.

SERVICES

Objet : Médiathèque - Modification du Règlement Intérieur - organisation du prêt de DVD

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 et L 2122-21,
VU le Règlement Intérieur de la Médiathèque du Confluent en date du 29 mai 2009,
CONSIDERANT la nécessité de modifier ce Règlement Intérieur en vue d'en adapter les règles de fonctionnement, et notamment de prendre en compte le nouveau service « prêt de DVD »,

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE le projet de Règlement Intérieur de la Médiathèque du Confluent, annexé à la présente délibération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce projet de règlement intérieur,

DIT que ce Règlement remplace le Règlement intérieur de la Médiathèque du Confluent en date du 29 mai 2009 ;

DIT que ce Règlement Intérieur :

- est consultable à la mairie et à la médiathèque d'Aiguillon ,
- pourra faire l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application.

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

I - Conditions Générales

La Bibliothèque Municipale est un service public chargé de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire et à l'activité culturelle de la population. L'accès à la bibliothèque et la consultation sur place des documents imprimés sont libres, gratuits et ouverts à tous.

La communication de certains documents peut, pour des raisons touchant aux exigences de leur conservation, relever de l'appréciation du personnel de la bibliothèque.

Le personnel de la bibliothèque est à la disposition des usagers pour les aider à utiliser au mieux les ressources de la bibliothèque.

Le public est tenu de respecter le calme à l'intérieur des locaux. L'accès des locaux est interdit aux animaux.

Il n'est pas autorisé de fumer, de boire, ni de manger au sein de la bibliothèque.

Les usagers doivent éteindre leur portable à l'entrée de la bibliothèque. Son utilisation est strictement interdite dans l'enceinte de la bibliothèque.

Les enfants de moins de 10 ans ne peuvent fréquenter la bibliothèque qu'accompagné d'un adulte.

Le personnel de la médiathèque ne pourra donc pas être tenu responsable des événements qui surviendraient, dans le cas où un enfant serait laissé sans surveillance d'un responsable légal (parents, tuteur, grands-parents, etc..)

II - Inscriptions

L'inscription à la bibliothèque est obligatoire pour emprunter des documents.

Pour s'inscrire à la bibliothèque, l'usager doit présenter un justificatif de domicile récent, d'une attestation des services de Pôle emploi pour les demandeurs d'emploi.

Les mineurs doivent être munis d'une autorisation parentale signée lors de l'inscription.

L'abonnement, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal, est valable un an à compter de la date d'inscription.

Une carte d'adhérent nominative sera remise. Elle devra être présentée pour tout emprunt.

La perte ou le vol de cette carte devra être signalé au personnel de la bibliothèque dans les plus brefs délais. La carte ne pourra être renouvelée que deux fois (si celle-ci est perdue ou volée), la quatrième sera facturée.

III - Prêt

La durée du prêt est fixée à 3 semaines. Une seule prolongation de 3 semaines par document imprimé (livres, périodiques) est autorisée, à condition que le document ne fasse l'objet d'aucune réservation.

Avec l'autorisation de l'abonné (adresse mail), les relances d'ouvrages en retard sont envoyées par mail,

Chaque lecteur peut emprunter au maximum 10 documents suivant les quotas des secteurs

Tous les documents doivent être restitués à la bibliothèque en bon état.

En cas de perte ou de détérioration d'un document, l'emprunteur doit en avertir le personnel de la bibliothèque et s'acquitter du remboursement si nécessaire.

Le document reste en l'état à la médiathèque afin d'être remplacé lors d'une prochaine commande.

En cas de détériorations répétées de documents, l'adhérent concerné se verra retirer son droit au prêt (aucun remboursement des droits d'inscription ne sera effectué).

Tout utilisateur des services en libre accès offerts par la bibliothèque municipale est tenu d'avoir pris connaissance du présent règlement et de s'y conformer.

IV - Règlement pour l'utilisation des supports de l'Espace multimédia

Accès aux services :

L'accès aux documents numériques est un service que la médiathèque met tout comme les autres documents, à la disposition de ses usagers .

Règlement d'utilisation

Présentation des services offerts : consultation d'Internet, cédéroms en prêt, impressions.

Initiations gratuites aux nouvelles technologies.

Les CD audio, Cédérom et DVD ne peuvent être utilisés que dans un cadre privé à usage familial. Certains documents nécessitent un accord parental oral (CD avec pastille jaune). La responsable de l'espace multimédia se réserve le droit de ne pas les prêter.

Consultation Internet

- Adultes : Il n'est pas nécessaire d'être abonné. Tout utilisateur s'engage à se conformer au règlement intérieur (affiché dans la structure)
- Mineurs : Ils doivent être inscrits et munis d'une autorisation parentale signée et obligatoire .

La connexion Internet est payante selon les tarifs municipaux.

L'accès se fait en priorité sur réservation, par tranches d'1h après avoir demandé l'autorisation au personnel de la bibliothèque.

L'utilisateur doit respecter également le calme relatif au lieu (en utilisant les casques mis à disposition) et se référer au professionnel en cas difficultés.

L'utilisation d'Internet doit se faire dans le respect de la législation française et de la mission culturelle et éducative de la bibliothèque. Sont donc interdits la consultation de sites contraires à la législation française, notamment ceux faisant l'apologie de la violence, de discriminations ou de pratiques illégales, ainsi que les sites pornographiques.

Les utilisateurs s'engagent à respecter le droit des auteurs des œuvres consultées sur Internet, c'est à dire à ne pas reproduire sans leur accord et sans la mention de leur nom (que la production soit gratuite ou pas : cf. le Code de la propriété Intellectuelle), à ne pas diffuser des informations appartenant à des tiers sans leur autorisation, et dans tous les cas, à mentionner les sources lors de l'utilisation d'informations.

Toute forme de commerce est strictement interdit (utilisation de carte bancaire ou autres).

Il est formellement interdit de donner l'adresse électronique de la médiathèque pour toute communication avec un site Web.

L'utilisation des ressources informatiques par les utilisateurs constituent un acquiescement à la présente charte.

Par le fait de son inscription à la bibliothèque, tout adhérent s'engage à se conformer au présent règlement.

Hôtel de Ville | Tél : 05 53 79 60 12
Place du 14 juillet | Fax : 05 53 79 82 01
47190 Aiguillon | mairie@ville-aiguillon.fr

2/3

Version du 18 janvier 2011 – ANNEXE N°2

Prêt de DVD

Chaque lecteur abonné peut emprunter un DVD .

La durée de prêt est d'une semaine.

Les parents sont responsables des documents empruntés par les lecteurs mineurs (voir autorisation parentale signée lors de l'inscription)

Tout DVD détérioré doit être remboursé sur un forfait de 25 €.

Le matériel multimédia

Les casques d'écoute audio et d'informatique sont à retirer auprès du personnel de la bibliothèque. La personne qui utilise le matériel en est responsable et doit le restituer avant de quitter les lieux. Toute détérioration sera à la charge de l'utilisateur.

L'apport de clés USB ou disquettes n'est autorisé qu'avec l'accord du personnel de la bibliothèque.

Il est interdit d'utiliser ses propres logiciels sur les postes de consultation ou de modifier en quoi que ce soit leur configuration.

L'utilisateur est responsable de l'affichage sur écran des documents qu'il choisit de consulter.

Le personnel de la bibliothèque se réserve le droit d'interrompre toute connexion dont l'usage ne conviendrait pas à un lieu public.

La connexion et l'impression de tous les documents (pages web comprises) sont facturées suivant les tarifs municipaux.

Responsabilité morale du service :

Chaque usager est responsable de sa session de travail.

Fait à Aiguillon, le

Le Maire,

Jean-François SAUVAUD

Hôtel de Ville | Tél : 05 53 79 60 12
Place du 14 juillet | Fax : 05 53 79 82 01
47190 Aiguillon | mairie@ville-aiguillon.fr

3/3

Version du 18 janvier 2011 – ANNEXE N°2

ENFANCE :

Objet : Réaménagement de l'école Marcel-Pagnol (7ème tranche – 2011) - Demande de subvention à la MSA 47

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

Un programme pluriannuel de travaux de réaménagement de l'école Marcel-Pagnol a été décidé en séance le 11 décembre 2004, dont le but est d'adapter les locaux qui n'avaient pas connu de travaux importants de restructuration depuis les années 1950, aux besoins pédagogiques actuels.

Un maître d'œuvre a été désigné et six tranches ont déjà été réalisées :

- 1^{ère} tranche : réalisation de 3 nouvelles classes (2005),
- 2^{ème} tranche : construction de sanitaires neufs et de la cantine (2006),
- 3^{ème} tranche : construction d'un préau, aménagement de la cour et de 2 salles de classe sous le préau (2007),
- 4^{ème} tranche : réaménagement du bâtiment ancien - démolition (2008/ 09),
- 5^{ème} tranche : réaménagement du rez-de-chaussée du bâtiment ancien (2009),
- 6^{ème} tranche : réaménagement des étages du bâtiment ancien (2010).

Le marché de travaux correspondant à la tranche 2011 a été mis en dévolution le 25 avril 2008.

La 7^{ème} tranche prévue pour 2011 concerne les travaux suivants : aménagement de la garderie, de 3 classes, de sanitaires et la réfection de la toiture du bâtiment. Le montant total de cette 7^{ème} tranche s'élève à 270.000 € HT (soit 322.920 € TTC) et correspond au détail suivant :

Travaux à l'entreprise :	255 000,00 € HT
dont travaux garderie :	97 689,44 € HT
Autres prestations :	15 000,00 € HT
dont garderie :	10 745,84 € HT
TOTAL :	270 000,00 € HT
soit	322 920,00 € TTC
dont garderie :	108 435,28 € HT
soit	129 688,59 € TTC

Le conseil municipal, lors de sa séance du 09 novembre 2010, a décidé de solliciter pour financer ce projet :

- une aide de l'État au titre de la DGE 2011 « Bâtiments scolaires »,
- une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Bâtiments communaux : gros aménagements 2011 »,
- et une aide de la Caisse d'Allocations Familiales 47, au titre du régime d'aide à l'investissement.

Monsieur le Maire dit que la commune peut également solliciter, pour la réalisation des travaux dans les locaux de la garderie :

- une aide de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne, « Bâtiments scolaires », au titre du régime d'aide à l'investissement.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

SOLLICITE l'attribution d'une aide de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, pour la part de travaux relatifs à la garderie à hauteur de 10% soit 10 844 €,

APPROUVE le plan de financement suivant pour ces travaux :

Coût prévisionnel :

Travaux à l'entreprise :	255 000,00 € HT
Autres prestations :	15 000,00 € HT
TOTAL	270 000,00 € HT, soit 322 920,00 € TTC

Financement :

État (DGE 2011):	94 500 €
Conseil général de Lot-et-Garonne :	45 325 €
CAF de Lot-et-Garonne :	21 687 €
MSA de Lot-et-Garonne (10% sur travaux garderie) :	10 844 €
Commune	150 564 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2011 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

Objet : Enfance - Annulation Régie de recettes du CLSH Aiguillon - Modification délibération du 9 novembre 2010

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que par délibération en date du 9 novembre 2010, le Conseil Municipal a annulé la régie de recette relative à l'encaissement des participations des familles pour le Centre de Loisirs sans hébergement de la Ville d'Aiguillon, qui avait été institué le 13 mai 1993.

Il explique qu'il est nécessaire de préciser la date de mise en vigueur de cette annulation et propose qu'elle soit valable à compter du 1er janvier 2011.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DIT que la date d'effet de la décision du conseil municipal en date du 09 novembre 2010 d'annuler la régie de recette relative à l'encaissement des participations des familles pour le Centre de Loisirs est fixée au 1er janvier 2011 ;

DIT que les autres dispositions prévues par la délibération du 09 novembre 2010 susvisée demeurent inchangées.

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : Urbanisme - Participation pour Voirie et Réseaux (PVR) pour l'aménagement de la voie communale « de Lalanne » - Exemption de la PVR des terrains destinés à la construction de logements sociaux

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le rapport suivant :

Dans sa séance du 03 décembre 2010, le conseil municipal a décidé de mettre en place une P.V.R. sur une portion de la voie communale 103 de Lalanne qui prolonge la rue Saint Maur, aux lieudits « Lalanne », « Plaine de Lalanne » et « Au Portail ». Il a décidé qu'elle financerait les travaux de viabilisation suivants : les études préalables (y compris les honoraires), l'extension des réseaux d'assainissement, de pluvial, de téléphone, d'eau, d'éclairage public, de la protection incendie, ainsi que l'aménagement de la chaussée comprenant deux ralentisseurs, des trottoirs, une bande cyclable et du mobilier urbain. Le montant de la participation due a été fixé à 4,22046465 € / m² de terrain desservi.

Monsieur le Maire propose d'apporter à ladite délibération une précision, en excluant de l'assiette de l'application de la PVR les terrains destinés à recevoir des constructions à vocation de logements sociaux, comme le permet la réglementation. Il précise que, dans ce cas, c'est alors la commune qui prendrait en charge le montant correspondant à la participation non-acquittée par le constructeur ou l'organisme porteur de projet.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.332-6-1-2°d, L.332-11-1 et L.332-11-2 ;
VU la délibération du conseil municipal en date du 29 mars 2002 relative à l'instauration du régime de la participation pour création de voies nouvelles et réseaux (P.V.N.R.) ;
VU la délibération en date du 03 décembre 2010 décidant de la mise en œuvre de la Participation pour Voirie et Réseaux (PVR) pour l'aménagement de la voie communale « de Lalanne »,
CONSIDÉRANT que la réglementation permet d'exclure certains terrains de l'assiette d'application de la PVR et notamment ceux destinés à recevoir des constructions de logements sociaux,

DÉCIDE d'exempter de Participation pour Voirie et Réseaux (PVR) telle que définie par la délibération du 03 décembre 2010 pour le secteur situé voie Lalanne, les opérations de constructions de logements sociaux ;

DIT que le constructeur ou l'organisme porteur de projet devra prouver le caractère social des logements envisagés en apportant tous les justificatifs administratifs correspondants, pour pouvoir être exonéré du montant de la PVR correspondant ;

PREND NOTE que, dans le cas de construction de logements sociaux, la commune prendra en charge le montant correspondant à la PVR non acquittée par le constructeur ou l'organisme concerné ;

AJOUTE qu'en cas de réalisation sur une même unité foncière d'une opération mixte, la participation sera alors réduite au prorata de la surface des logements sociaux construits ;

DIT que, par conséquence et le cas échéant, la « superficie intégrée dans le secteur de la PVR en m² » et le « montant de la participation en € » définis dans l'état des propriétés foncières concernées par la P.V.R. telles qu'elles ont été désignées dans la délibération du conseil municipal du 03 décembre 2010, seront modifiés au prorata de la surface construite en logement social ;

DIT que cette délibération complète celle en date du 03 décembre 2010 relative au même objet .

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

Monsieur Reginato regrette que les logements sociaux ne profitent qu'aux promoteurs et certainement pas aux locataires. Monsieur le maire lui répond que depuis plus de 15 ans aucun logement social n'a vu le jour sur la commune d'Aiguillon et que le projet situé voie Lalanne permettra de combler ce vide en permettant à la commune de s'adapter au besoin de la population.

Monsieur Pédurand précise que 7 % des logements aiguiillonnais sont des logements sociaux.

VOIES ET RESEAUX

Objet : Installations classées – carrières - Convention portant engagement de remise en état des voies communales 47 et 48/ GAUBAN

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

L'entreprise GAUBAN, dont le siège social est Route de Casseneuil, « Campagnac » 473000 LE LÉDAT, a déposé auprès des services de la Préfecture de Lot-et-Garonne une demande d'exploitation de carrière de sables et de graviers sur le territoire de la Commune d'Aiguillon.

Sous réserve de la délivrance par le Préfet de cette autorisation, un arrêté municipal va être édicté afin de restreindre la circulation des poids-lourds et engins de chantier et de préconiser un itinéraire de déviation sur les deux VC environnantes (VC n°47 et VC n°48), et ce pour les motifs suivants :

- remise en cause de la sécurité (sortie sur la RD ; croisement) ;
- gêne et danger pour les propriétés riveraines ;
- dégradation des voies communales dont la structure de chaussée et les accotements ne permettent pas leur utilisation régulière par des camions de fort tonnage.

Par ailleurs, des obligations règlementaires s'appliquent à l'exploitant pour la remise en état du site et sa réinsertion dans l'environnement à la fin des opérations d'exploitation d'une carrière. En complément de ces obligations, il y a lieu de signer une convention avec la société GAUBAN portant engagement pour l'exploitant de la carrière d'entretenir et de remettre en état les deux voies communales qui seront traversées et empruntées quotidiennement par les véhicules desservant la future carrière.

Cette convention, dont le modèle est joint en annexe, dressera notamment un état précis de la chaussée et de ses dépendances et fournira la liste des travaux d'entretien de la voirie et de ses dépendances à réaliser par l'entreprise Gauban.

Seront également signataires de ladite convention :

- l'Unité départementale du Confluent -Conseil Général de Lot-et-Garonne, compétent sur la route départementale n°66 concernée,
- le Président de la Communauté de Communes du Confluent, les deux VC étant de compétence communautaire.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à délibérer.

**Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré :**

*22 voix pour,
0 voix contre,
4 abstentions*

ADOpte le modèle de convention à intervenir portant engagement pour les Établissements GAUBAN, exploitant de la future carrière, d'entretenir et de remettre en état la voirie et les ouvrages de la VC n°47 et de la VC n°48 qui seront traversées et empruntées (modèle joint en annexe) ,

Autorise le Maire à signer ladite convention.

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

Monsieur Reginato explique qu'il s'abstient car il déplore que les terres agricoles disparaissent au profit des gravières, et qu'il s'interroge sur le sort de ces terres une fois l'exploitation terminée. Il ajoute que le site « Les Barrots » est un site archéologique important à ses yeux.

Monsieur Princic précise que les agriculteurs qui vendent ces terrains sont à la retraite et ont besoin de revenus.

Monsieur le Maire rappelle que la délibération du jour porte sur la remise en état des voies d'accès, et non sur l'opportunité d'exploiter la carrière. Il précise que l'autorisation d'exploitation ne relève pas de la Commune mais d'un arrêté préfectoral.

CONVENTION

portant engagement de remise en état des dégâts causés à l'emprise de la voirie communale par le trafic des poids-lourds transportant les produits de la carrière

ENTRE :

les **Établissements GAUBAN**, société anonyme au capital de 150 000 €, identifiée au SIREN sous le numéro B.313.897.027 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Villeneuve s/Lot, dont le siège social est Route de Casseneuil, « Campagnac » Le Lédât – 47300, représenté par Eric MATHON, directeur de département, dûment habilité à l'effet des présentes, et ci-après désigné par « l'exploitant »,

ET

la **Commune d'Aiguillon**, sise Hôtel de Ville- 47190 AIGUILLON, représentée par Jean-François SAUVAUD, Maire, dûment autorisé par délibération du Conseil municipal en date du 18 janvier 2011, ci-après désigné par « la Commune »,

ET

la **Communauté des Communes du Confluent**, sise 17, Avenue du 11 novembre – 47190 AIGUILLON, représentée par Jean MALBEC, Président ci-après désignée par « la Communauté des Communes »,

ET

le **Conseil Général de Lot et Garonne – Unité départementale des routes du Confluent** sis Côteau de Romas 47130 PORT-STE-MARIE, représenté par, ci-après désigné par « le Conseil Général »,

VU la demande d'autorisation de l'exploitant déposée en date du 30 juillet 2010 à la Préfecture de Lot-et-Garonne en vue d'exploiter une carrière de sable et graviers sur le territoire de la commune d'Aiguillon (Lot-et-Garonne),

au lieu-dit « A Barbot » sur les parcelles cadastrées section ZH 37, ZH 28,
au lieu-dit « Château de Lacaze » sur les parcelles cadastrées section ZH 38, ZH 39
au lieu-dit « Brot », sur les parcelles cadastrées ZH 69, ZH 36, ZH 105
au lieu-dit « Misère »,
au lieu-dit « Métairie Neuve », section ZH 47
et « Dare Lou Bos » sur les parcelles cadastrées section ZE312, ZE 311, ZE 314, ZE 313, ZH 342, ZH 8, ZH35,

et **SOUS RÉSERVE** de la délivrance de cette autorisation ;

VU la compétence du Conseil général de Lot-et-Garonne pour « l'entretien et la gestion des voies départementales » et donc pour la RD 666 ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Confluent et notamment la compétence « aménagement et entretien des voies communales », et donc sur la VC n°47 et VC n°48 ;

VU l'arrêté municipal en date du instaurant une déviation pour les poids-lourds desservant la future carrière ;

VU l'avis du Président du Conseil Général de Lot-et-Garonne - Unité Départementale des routes du Confluent, gestionnaire notamment de la RD 666, en date du 10 décembre 2009 ;

VU l'avis du Président de la Communauté de communes du Confluent, compétente en matière d'aménagement et entretien sur les VC n° 47 et n°48, en date du ... ,

VU l'avis de TIGF (Total Infrastructures Gaz France) gestionnaire de la canalisation de gaz, en date du

27/07/2009 ;

IL EST CONVENU :

1. Travaux d'entretien de la voirie et de ses dépendances

L'exploitant s'engage :

1.1. Sur la partie de la voie communale N° 47 empruntée par les véhicules poids lourds et engins de chantier transportant les produits issus de la carrière, et sur la partie de la traversée de la voie communale N° 48 :

- à conserver les fossés dans un bon état d'entretien et à assurer un écoulement des eaux pluviales dans des conditions normales (nettoyement) ;
- à réaliser les travaux de reconstitution des accotements dans la mesure où ceux-ci seraient dégradés par le passage des engins ;
- à réaliser avant l'ouverture de ladite carrière, des travaux de renforcement de la chaussée par mise en place d'un enrobé ;
- à renouveler la couche de surface avec une fréquence adaptée à son usure normale ;
- à fournir un plan détaillé, faisant apparaître les refuges à réaliser en bordure de la voie communale n° 47 de Parrel ;
- à réaliser un busage pour l'évacuation des eaux pluviales en dessous des refuges ;
- à réaliser un busage pour l'évacuation des eaux pluviales sous les différents accès au site de la future carrière.

1.2. Sur la R.D. 666, au niveau du PR 10 + 694 intersection avec la V.C. N° 47 :

- à réaliser un tourne-à-gauche ;
- à réaliser le raccordement de la voie communale qui sera ramené à la perpendiculaire de la R.D. 666 ;
- à mettre en place les bordures et à aménager un trottoir au niveau de l'ouvrage sur le ruisseau « Le Chautard » (dans la mesure où la plate-forme existante, et particulièrement l'accotement, permet l'élargissement côté Villeneuve) ;
- à porter le rayon à gauche en sortie de la voie communale à 15 mètres minimum (7,30 mètres au projet) ;
- à supprimer l'îlot séparatif (dans la mesure où il ne sera pas construit de voie d'insertion à droite en direction de Villeneuve).

L'ensemble du dispositif sera matérialisé par marquage uniquement (pas d'îlots maçonnés) dans le respect ou la continuité de ceux existants avant ou après cet aménagement.

L'ensemble des travaux désignés ci-dessus devront avant toute réalisation obtenir l'accord écrit des institutions concernées (le Conseil général, la Communauté de Communes, la Commune).

2. Réception – mesures conservatoires

Un état des voies avant travaux, annexé à la présente, a été réalisé contradictoirement et signé par les quatre parties le 07 janvier 2010 et le 16 août 2010. Il sera établi un autre état des lieux après les travaux d'aménagement détaillés dans l'article 1.

Les voies et dépendances seront maintenues en permanence en bon état. L'exploitant s'engage à procéder à leur entretien, soit de sa propre initiative, soit sur demande expresse soit sur avis de la communauté de Communes du Confluent à n'importe quel moment en cas de dégradation.

Au moins une visite annuelle sera effectuée par le conducteur des travaux de la Communauté des Communes qui dressera un constat.

3. Fin de l'exploitation

A la fin de l'exploitation, l'exploitant s'engage à remettre en état les voies empruntées ainsi que leurs dépendances, conformément aux caractéristiques mentionnées sur l'état des lieux, et suivant les modalités d'exécution fixées par la Communauté des Communes ainsi que par le Conseil général. A cet effet, un constat sera dressé dès la déclaration d'abandon des travaux d'exploitation et transmis aux services préfectoraux.

21/01/11

2/3

4. Signalisation

L'exploitant s'engage à mettre en place à ses frais une signalisation routière relative à l'exploitation comprenant

- des panneaux indiquant l'existence d'une gravière « sortie de poids-lourds », l'ensemble, sous le contrôle de la Commune, la Communauté des Communes, la Conseil général, étant précisé que ces dispositions seront entérinées par un arrêté municipal.

5. Résolution

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des dispositions figurant à la présente convention et s'engage à respecter toutes les prescriptions sur les obligations matérielles. S'il s'avérait que par faute ou omission, l'exploitant soit défaillant, la responsabilité des établissements GAUBAN serait automatiquement engagée à l'égard des tiers, et Monsieur le Maire, au nom et pour le compte de la commune engagerait une procédure dans le cadre réglementaire et législatif.

6. Prescriptions concernant l'existence d'un gazoduc

Au niveau de la traversée de chaussée de la voie communale n° 48 du Bâtiment, une canalisation de transport de gaz naturel à haute pression est implantée :

- canalisation DN 100 Aiguillon-Est / Granges sur Lot,

Avant tout démarrage de travaux, un contact sera pris impérativement avec :

- TIGF – secteur d'Agen, ZA Lascarerottes, 47550 BOE, Tél. 05 53 68 39 69.

La responsabilité de l'exploitant restera entièrement engagée si des dommages étaient causés au réseau et si des incidents en résultaient, même en présence des agents.

Dans la mesure où des engins de fort tonnage vont régulièrement circuler au-dessus de la canalisation, une protection adéquate, à définir au préalable, devra être réalisée selon les directives et la surveillance du service. Le libre accès à la conduite devra être impérativement maintenu.

7. Résiliation :

Dans le cas de cessation définitive de l'activité, l'exploitant résiliera la présente convention moyennant un préavis de 3 mois par lettre recommandée adressée à Monsieur le Maire de la Commune d'Aiguillon.

8. Timbre :

La présente convention est consentie à titre gratuit. Elle est dispensée du droit de timbre.

Fait à AIGUILLON, en Mairie le

Le Maire d'Aiguillon,

Le Président de la
Communauté de
communes du Confluent

Pour l'Unité
départementale du
Confluent,

L'exploitant,

Jean-François SAUVAUD Jean MALBEC

.....

Ets GAUBAN

Objet : Rétrocession des chemins et fossés de l'Association Foncière de Remembrement (AFR) à la commune suite à la dissolution de l'AFR

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Les emprunts contractés par l'Association Foncière de Remembrement (A.F.R.) pour le financement des travaux connexes au remembrement sont terminés. L'extinction de cette dette permet la rétrocession à la commune de l'ensemble des ouvrages et la dissolution de l'association.

L'assemblée des propriétaires de l'A.F.R., après en avoir délibéré lors de sa séance du 05 janvier 2011, à la majorité, a décidé de proposer au Préfet la dissolution de l'AFR et de rétrocéder en l'état l'ensemble des chemins d'exploitation, ainsi que les fossés.

Au cours de cette même séance, elle a demandé à la commune :

- d'accepter de solder le budget de l'association et de transférer le solde excédentaire de l'A.F.R dans les livres comptables de la commune d'Aiguillon,
- d'accepter d'intégrer dans le patrimoine de la commune l'ensemble des ouvrages collectifs appartenant à l'association AFR et d'en assurer l'entretien,
- d'accepter que lui soient rétrocédés en l'état l'ensemble des chemins d'exploitation au titre de chemins ruraux ainsi que des fossés et ouvrages de l'A.F.R.,
- de désigner un conseiller municipal comme responsable d'une commission composée de propriétaires fonciers dont l'objet sera « la gestion des biens transférés par l'AFR au patrimoine communal ». Les membres de cette commission seraient renouvelés à chaque élection municipale. La commission ferait en sorte que l'utilisation prioritaire des chemins issus de l'AFR soit réservée aux propriétaires agricoles et fonciers riverains, et qu'une signalisation ainsi que des aménagements adéquats soient mis en place.

Cette commission s'engagerait dans un délai d'un an à procéder à un diagnostic des chemins et des fossés. Lorsque partie ou totalité de ceux-ci ne desservent qu'un propriétaire, il lui sera proposé la rétrocession pour partie ou totalité du chemin ou fossé. Le coût de cette rétrocession s'effectuera pour la somme de deux euros. Les frais de mutation seront à la charge du propriétaire foncier.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

*VU la demande de l'assemblée des propriétaires de l'AFR en date du 05 janvier 2011,
SOUS RÉSERVE de l'accord du Préfet de dissoudre l'Association Foncière de Remembrement conformément aux dispositions de l'article R.133-9 2° alinéa, et après avoir observé la procédure fixée à l'article 72 du décret du 18 décembre 1927 et les conditions imposées par le Préfet en exécution de cet article;*

ACCEPTE de solder le budget de l'association et de transférer le solde excédentaire de l'A.F.R dans les livres comptables de la commune d'Aiguillon,

ACCEPTE d'intégrer dans le patrimoine de la commune l'ensemble des **ouvrages collectifs** appartenant à l'association AFR et d'en assurer l'entretien,

ACCEPTE que lui soient rétrocédés en l'état l'ensemble :

- des **chemins d'exploitation** de l'A.F.R. au titre de chemins ruraux (contenance : 17 ha 72 a 28 ca) ;
- des **fossés** de l'A.F.R. (contenance : 3 ha 40 a 53 ca) ;
- soit une contenance totale de : 21 HA 12 A 81 CA.

tels que détaillés dans l'annexe n°1 (liste) et dans l'annexe 2 (plans) joints à la présente délibération.

DÉSIGNE Monsieur Frédéric PRINCIC, conseiller Municipal, comme responsable d'une commission composée de propriétaires fonciers dont l'objet sera « la gestion des biens transférés par l'AFR au patrimoine communal » ;

DONNE tout pouvoir à Monsieur le Maire pour qu'il effectue tout acte, prenne toute décision et signe tout document correspondant à cette décision.

Formalité de publicité effectuée le : 26/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

ÉTAT DES CHEMINS ET FOSSÉS RÉTROCÉDÉS

Section	n° plan	Adresse	Contenance	
			HA	A CA
CHEMINS D'EXPLOITATION				
YA	05	Madame	27	10
YA	37	Au Padouen	04	70
YA	38	Au Padouen	02	50
YA	42	Au Padouen	05	20
YA	43	Au Padouen	07	70
YB	22	Lapradasse	25	00
YB	46	Plaine de Cardine	30	60
YB	56	Terres de Miaille	14	60
YD	04	Au confluent	12	80
YD	09	Au balet	25	40
YD	14	Au balet	32	40
YD	23	Aux bains	28	20
YD	38	Aux cartereers	40	40
YD	41	Aux cartereers	37	40
YD	51	Garonne	08	60
YD	53	Garonne	12	40
YD	63	Passage de Montluc	08	00
ZA	03	Lagourgue	03	00
ZA	35	Lascouynales	10	00
ZA	44	L'île	32	80
ZA	59	Les cartereers	17	60
ZA	63	Les cartereers	30	20
ZA	68	Les cartereers	40	10
ZA	119	Les cartereers	04	40
ZA	202	Cartereers	33	78
ZA	204	Cartereers	38	33
ZB	14	Caneberots	01	80
ZB	66	Saint-Armand	16	60
ZD	05	Boussères	09	40
ZD	38	Bataille	11	20
ZD	105	Boussères	16	30
ZD	135	Sainte Radegonde	01	10
ZD	153	Sainte Radegonde	01	30
ZH	31	Burthes	12	64
ZI	16	Au pas de la grave	16	20
ZI	44	Au pas de la grave	04	50
ZM	15	Peyremartin	18	60
ZN	06	Las perrotes	16	60
ZN	10	A Bique	17	80
ZN	39	Monbirat	06	60
ZN	55	Plaine de monbirat	09	70
ZN	57	Plaine de monbirat	11	00
ZN	61	Minjoulet	05	00
ZN	71	Labarthe	31	40
ZN	83	Au pont	15	60
ZN	88	La grande mouliate	12	60
ZN	91	Las pelleyres	25	20
ZO	20	Les videaux	15	30
ZO	398	Au roudet	01	55
ZO	429	Au roudet	11	97
ZO	431	Au roudet	00	03

ÉTAT DES CHEMINS ET FOSSÉS RÉTROCÉDÉS

Section	n° plan	Adresse	Contenance		
			HA	A	CA
ZO	432	Au roudet		10	73
ZP	09	Perchat		17	80
ZP	15	Laplante		29	30
ZP	21	Le sud		19	60
ZP	32	Au brana		13	00
ZR	11	Plaine de la Cibadère		64	50
ZR	26	Au portail		16	80
ZR	28	Au portail		13	00
ZS	27	A ranse		29	90
ZS	32	Garron de gandore		06	00
ZS	45	Terres de garron		06	20
ZS	121	A Salomon		27	65
ZT	25	Thoumazet		47	50
ZT	111	A Montazet		04	78
ZT	137	A Montazet		18	25
ZV	18	Cul de poule		24	40
ZV	27	Roc Haut		06	00
ZV	40	A perneaud		47	70
ZW	01	A garron		30	50
ZW	17	Ventamil		28	80
ZW	22	Montplaisir		19	10
ZW	23	James		78	70
ZX	29	Garron		57	60
ZX	43	Garron		56	80
ZX	64	Pech de boudon		06	10
ZX	189	Pouchon		37	57
ZY	16	Saint Pastour		14	00
ZY	21	Saint Pastour		53	30
ZY	58	Roc de pine		48	70
ZY	64	Combe de pine		19	00
ZY	68	A pinard		31	60
ZY	72	A pinard		20	40
ZY	87	Au péage		13	20
ZY	97	Padouen		30	60
Sous-total chemins d'exploitation			17	72	28

ÉTAT DES CHEMINS ET FOSSÉS RÉTROCÉDÉS

Section	n° plan	Adresse	Contenance		
			HA	A	CA
FOSSÉS					
ZD	29	Bataille		22	80
ZD	42	Bataille		12	00
ZE	11	Darre lou bos		32	50
ZE	16	Au Batiment		14	20
ZE	123	Sainte Radegonde		00	02
ZE	124	Sainte Radegonde		07	58
ZE	125	Sainte Radegonde		00	14
ZE	126	Sainte Radegonde		08	16
ZE	189	A Bernadas		16	55
ZE	263	Sainte Radegonde		07	30
ZK	66	Plaine de Mézanges		06	30
ZL	05	A Richard		11	60
ZM	08	A Rieubet		18	60
ZN	51	Plaine de Monbirat		09	40
ZN	53	Plaine de Monbirat		09	30
ZN	69	Minjoulet		14	00
ZN	77	Labarthe		18	00
ZN	80	Labarthe		09	60
ZN	85	Au pont		05	60
ZN	86	La grande mouliate		06	70
ZN	90	La Grande Mouliate		05	20
ZN	93	Las Pelleyres		17	80
ZN	200	Plaine de Monbirat		15	58
ZO	22	Aux Videaux		07	50
ZO	27	Au chrestian		17	40
ZO	45	Larribal		06	20
ZO	46	Au guinlet		08	60
ZO	382	Au roudet		08	90
ZP	10	Le videau		12	00
ZP	17	Laplante		11	00
Sous-total fossés			3	40	53
TOTAL			20	112	81

URBANISME :**Objet : Urbanisme - Lancement d'une procédure de modification du P.L.U.**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

Les Lois n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain et n°2003-590 du 2 juillet 2003, dite « Urbanisme et Habitat » ont modifié le régime juridique des documents d'urbanisme et notamment les plans d'occupation des sols (P.O.S.) devenus plans locaux d'urbanisme (P.L.U.).

La Commune est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme qui a été :

- approuvé le 21 septembre 2007 ;
- modifié à plusieurs reprises (le 1er février 2008, 27 mars 2009, et 12 février 2010) ;
- a fait également l'objet de deux modifications simplifiées (en date des 12 février 2010 et 9 novembre 2010) ;
- ainsi que d'une révision simplifiée en date du 12 février 2010.

Il est nécessaire de nouveau de procéder à la *modification du document existant*, afin d'intégrer les changements suivants à apporter à plusieurs articles du Règlement :

Sur les zones UA 3, UB 3, UC 3, UN 3, 1 AU 3, UX 3 et Aux 3 :

- **supprimer « l'emprise des voies » portée actuellement à « 8 m »,**
- **indiquer en remplacement que « les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées et publiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir ».**

Sur la zone UN 5 :

- **supprimer la superficie du terrain à construire de 1000 m² pour permettre l'assainissement non collectif, et le remplacer par « la superficie devra être suffisante pour permettre la création d'un assainissement non collectif »**

Sur les zones UX 2 et Aux 2 :

- **autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, notamment les centrales ou fermes photovoltaïques au sol (friches industrielles).**

Par ailleurs, il est précisé que les points suivants :

1. devront *faire l'objet d'une procédure de révision du PLU* (car ils changent l'économie générale de la zone) :

Sur les zones A et N :

- autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, notamment les centrales ou fermes photovoltaïques au sol, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ce terrain ne devra pas avoir fait l'objet d'un usage agricole dans une période récente.

2. *seront conservés dans le Règlement* après observations de la DDT 47 :

Sur la zone A :

- la phrase : « sont autorisées les constructions à usage d'habitation qui sont destinées au logement des employés agricoles et de toutes personnes reconnues utiles à l'activité agricole sous réserve que les dites constructions soient implantées à moins de 50 m des bâtiments principaux de l'exploitation agricole ».

Conformément aux dispositions de l'article L 123-13 du Code de l'Urbanisme, cette procédure nécessite la notification du projet de modification, avant ouverture de l'enquête publique, au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Général ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L 121-4 du même code. L'approbation de la modification du P.L.U. par le Conseil Municipal intervient après l'enquête publique et après que le commissaire enquêteur ait rendu son rapport et ses conclusions.

Le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur le lancement d'une procédure de modification du plan local d'urbanisme.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré**

VU la Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, modifiée par la Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 sur l'urbanisme et l'habitat ;
VU l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme relatif à la modification des plans locaux d'urbanisme ;
VU les pièces du dossier de modification ;

*26 voix pour
0 voix contre
0 abstention*

DÉCIDE d'engager une procédure de modification du P.L.U. ayant pour objet d'amender et compléter, notamment le rapport de présentation, le règlement, le zonage ainsi que la liste des bâtiments agricoles,

AUTORISE le Maire à procéder d'une part à la saisine du Président du Tribunal Administratif pour qu'il désigne un commissaire-enquêteur, puis d'autre part à signer l'arrêté d'ouverture d'enquête publique,

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

*Formalité de publicité effectuée le : 26/01/11
Contrôle légalité le : 31/01/11*

Objet : Bilan des cessions et acquisitions immobilières - Année 2010

Monsieur le Maire expose que l'article 11 de la loi du 8 février 1995 prévoit que les collectivités territoriales doivent délibérer tous les ans sur le bilan de leurs acquisitions et cessions immobilières. Ce bilan est annexé au compte administratif de la collectivité.

Il indique que pour les communes, ce bilan porte sur les acquisitions et cessions effectuées par la collectivité elle-même ou par toute personne publique ou privée agissant sur le territoire de la collectivité dans le cadre d'une convention conclue avec elle.

Il donne le détail des cessions et acquisitions immobilières pour l'année 2010 rappelées dans l'état annexé à la présente délibération.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE la politique suivie par la commune en 2010 conformément à l'état des acquisitions et des cessions au titre de 2010 joint en annexe.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11
Contrôle légalité le : 31/01/11*



**ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES
AU TITRE DE 2010**

Désignation du bien	Localisation	Référence s cadastrale	Origine de propriété	Identité du cédant	Identité de l'acquéreur	date de signature de l'acte	Conditions d'acquisition	Montant
Terrain non bâti	La Gravisse	ZR n°184	ZIANI Mohamed	idem	Commune d'Aiguillon	22/05/10	Acquisition Amiable	690,00 €
Parcelle bâties pour aménagement Centre technique Municipal	Terres de Saint Côme	ZR n°157	Famille VIVES	idem	Commune d'Aiguillon	26/11/10	Acquisition Amiable	153 000,00 €



**ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES
AU TITRE DE 2010**

Désignation du bien	Localisation	Référence s cadastrale	Origine de propriété	Identité du cédant	Identité du Cessionnaire	date de signature de l'acte	Conditions de cessions	Montant
Ancienne ANPE (bureaux)	46, rue de la République	I n°901	Commune d'Aiguillon	Commune d'Aiguillon	SCI AWEL	28/04/10	Cession Amiable	59 000,00 €
Terrain non bâti	rue de Chératte	ZR n°495	Commune d'Aiguillon	Commune d'Aiguillon	M. Mme MATLOUB	22/05/10	Cession Amiable	2 000,00 €
Terrain non bâti	La Gravisse	ZR n°497	Commune d'Aiguillon	Commune d'Aiguillon	MICHELOT Jules	03/11/10	Cession Amiable	217,00 €

PERSONNEL :

Objet : Mise à disposition du personnel communal aux organismes complétant l'action des services locaux (2011- 2013) - Modification horaires École de Musique du Confluent

Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que cette dernière a, dans sa séance du 03 décembre 2010, décidé de demander le remboursement de la rémunération et des charges pour la mise à disposition de deux agents communaux à l'association « École de musique du Confluent », pour une durée de trois de 2011 à 2013.

En raison de la modification du nombre d'heures de mise à disposition, sollicitée entretemps par cette association, le conseil municipal est appelé à modifier le remboursement de la rémunération et des charges en conséquence.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE la modification à apporter à la délibération en date du 03 décembre 2010 relative à la mise à disposition du personnel communal aux organismes complétant l'action des services locaux, afin de diminuer le nombre d'heures de mise à disposition à l'École de Musique du Confluent de la façon suivante :

<i>Missions</i>	<i>Rappel : temps de la mise à disposition à rembourser (DB du 03.12.10)</i>	<i>Proposition : Temps de la mise à disposition à rembourser (DB du 18.01.11)</i>
Secrétariat- comptabilité	1 agent : 04H00/ semaine	1 agent : 04H00/ mois
	1 agent : 02H00/ semaine	1 agent : 02H00/ mois
Total	06H/ semaine	06H00/ mois

DIT que les autres dispositions prévues dans la délibération du 03 décembre 2010 sus-visée restent inchangées,

MANDATE Monsieur le Maire pour faire appliquer cette décision.

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

Objet : Personnel - Création d'un emploi contractuel pour besoin occasionnel - Agent de police municipale

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil qu'aux termes de l'article 3, alinéa 2 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, la collectivité peut recruter des agents non titulaires pour faire face à des besoins occasionnels et pour une durée maximale de 3 mois, renouvelable une fois.

La Commune se trouve confrontée ponctuellement à un besoin de personnel à titre occasionnel en raison des travaux d'aménagement et de réfection de rues jouxtant l'école élémentaire Marcel Pagnol (prévus pour environ six mois), afin :

- d'assurer la sécurité des enfants (entrées et sorties des classes),
- de régler les problèmes de circulation pendant les travaux,
- d'exercer des missions de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité et de sécurité publique.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à recruter un agent de police municipale. Cet

agent non titulaire serait recruté à temps complet, pour une période de 3 mois à compter du 24 janvier 2011, renouvelable une fois.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,
2 abstentions,

AUTORISE Monsieur le Maire à recruter, dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et pour faire face à un besoin occasionnel :

- un agent non titulaire,
- à temps complet,
- pour une durée de trois mois renouvelable 1 fois,
- sur un emploi d'Agent de police municipale,
- sur le grade de « Gardien de police municipale »,

DIT que la rémunération de l'agent non titulaire s'effectuera par référence de l'indice brut 298 (correspondant au 1er échelon du grade de Gardien de police municipale),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'arrêté d'engagement,

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Formalité de publicité effectuée le : 25/01/11

Contrôle légalité le : 31/01/11

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Réginato souhaite que soit rappelé aux administrés ne pas laisser leurs chiens errer, en raison du risque réel de morsure. Monsieur le Maire approuve et dit que la législation s'est durcie envers les propriétaires des animaux qui occasionnent des blessures.

Monsieur Paraillous indique qu'une situation dangereuse existe sur la route de Clairac, qui lui a été signalée par les riverains. Le panneau de limite d'agglomération serait placé trop loin des habitations, entraînant un ralentissement tardif de la part des véhicules circulants. Le Conseil général de Lot-et-Garonne, saisi, organise une réunion sur site le 3 février 2011 avec les services de la DDT 47.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

- les cartes de vœux qu'il a reçues en son nom et au nom du Conseil Municipal sont disponibles à la consultation, mais transmet tout particulièrement ceux de Visé ;
- une délégation Aiguillonaise est invitée au Rencontre des Jumelages Francophones du canton de Liège, pour la Pentecôte.
- le Centre Départemental de Gestion de la FPT47 en association avec l'Amicale des Maires et le CNFPT ont mis en place l'AFEL 47 (association) qui propose un programme de formation des élus ;
- la remise de récompenses aux sportifs de l'année 2010 aura lieu le 21 janvier 2011 à 18 Heures Salle des Fêtes.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20H15.

Le Maire,

Le Secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET
(absente)

Jean Pierre LACROIX

Eliane TOURON
(absente)

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK
(absente)

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI
(absente)

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ
(absente)

Brigitte CAMILLERI
(absente)

Alain REGINATO